NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

Mirzoyan-Blinken-Bayramov en discussion ce jour à Washington

Le porte-parole du ministère des Affaires étrangères a confirmé la tenue ce 7 novembre à Washington de la réunion tripartite Mirzoyan-Blinken-Bayramov.

À l'initiative de la partie américaine, le 7 novembre, une rencontre entre le ministre arménien des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan, le secrétaire d'État américain Anthony Blinken et le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères Jehun Bayramov aura lieu à Washington.

Ministère des Affaires Etrangères d'Arménie

04.11.2022

https://www.mfa.am/fr/press-releases/2022/11/04/eu.mission/11716

Le Ministre des Affaires étrangères de l'Arménie a reçu la mission de capacités d'observation de l'UE

Le 4 novembre, le Ministre des Affaires étrangères de l'Arménie Ararat Mirzoyan a reçu Marek Szczygieł,Chef de la mission de capacités d'observation de l'UE en Arménie, ainsi que les membres de sa délégation.

Au cours de la rencontre, le Ministre Mirzoyan a présenté la situation sécuritaire dans la région ayant résultée de l'agression azerbaïdjanaise du 13 et 14

septembre dernier contre l'intégrité territoriale et la souveraineté de la République d'Arménie, ainsi que les prises de position de la partie arménienne sur la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et le règlement du conflit du Haut-Karabakh.

Le chef de la diplomatie arménienne a souligné l'importance du déploiement de la mission civile de l'UE en Arménie, persuadé qu'elle contribuera à l'établissement de la stabilité et de la paix dans la région.

Marek Szczygieł a remercié la partie arménienne pour le soutien apporté à la mission civile de l'UE et a exposé les aires de leurs activités, ainsi que les prochaines actions prévues en Arménie.

Les interlocuteurs ont également abordé les perspectives de la coopération.

GUERRE

Armenews

07.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97818

Tirs azéris sur des positions arméniennes cette nuit

Dans la nuit du 6 au 7 novembre, les unités des forces armées azerbaïdjanaises ont ouvert le feu avec des armes à feu de différents calibres sur les positions arméniennes situées dans la section orientale de la frontière arméno-azerbaïdjanaise, a déclaré le ministère de la Défense. La partie arménienne ne compte aucune victime.

A 08h00, la situation sur la ligne de front est relativement stable.

Armenews

07.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97825

Bakou n’a pas laissé entrer un avion militaire russe dans son espace aérien

Un avion militaire russe a été interdit d’entrer dans l’espace aérien de l’Azerbaïdjan.

L’avion cargo militaire russe An-148, qui transportait de l’aide humanitaire vers l’Arménie, n’a pas été autorisé par la partie azerbaïdjanaise dans son espace aérien. Selon la partie iranienne, l’avion militaire a été interdit d’entrer dans l’espace aérien de l’Azerbaïdjan en raison de soupçons de transport d’armes vers le territoire de la République d’Arménie.

« L’avion cargo An-148 de l’armée de l’air russe (numéro d’immatriculation RA-61731 ; OACI 14F123) transportant 12 tonnes d’aide humanitaire au Haut-Karabakh s’est vu refuser l’autorisation de survoler l’espace aérien de l’Azerbaïdjan alors qu’il survolait l’espace aérien de l’Iran. La partie azerbaïdjanaise prétend que la Russie a fourni des armes », rapporte le journaliste iranien Khayal Muazzin.

OPINION

Armenews

Propos recueillis par Ara Toranian

07.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97823

Bruno Retailleau : « l'histoire des hommes est d'abord celle des civilisations »

Nouvelles d'Arménie Magazine publie dans son numéro de novembre une interview exclusive de Bruno Retailleau, rapporteur de la résolution sur l'Arménie et le Haut-Karabakh, sera débattue le 15 novembre prochain au Sénat. Dans cet entretien, le président du Groupe LR de la chambre haute du Parlement revient sur les raisons de son engagement politique.

Nouvelles d'Arménie Magazine : Vous vous êtes à nouveau mobilisé sur la question arménienne en prenant l'initiative d'une conférence au Sénat le 22 septembre dernier. Pensez-vous à d'autres initiatives ? Pourquoi cet engagement ? Quelle est sa genèse ?Bruno Retailleau : Depuis de nombreuses années déjà, le combat pour les chrétiens d'Orient et contre le totalitarisme islamiste est au cœur de mon action. Ce combat, c'est celui du peuple arménien. Je me suis rendu en Arménie l'année dernière. J'ai vu un peuple-courage, qui s'est battu seul contre la coalition azéri-turque et ses mercenaires djihadistes, dans une forme d'indifférence. C'est la raison pour laquelle je me suis battu pour que le Sénat adopte une résolution demandant que la France reconnaisse la république du Haut-Karabakh. Mais l'Arménie est aussi pour moi un pays-message. Car elle dit ce que nous ne disons plus : la dignité d'un peuple réside avant tout dans sa souveraineté. Elle nous montre aussi ce que nous ne voyons plus : l'histoire des hommes est d'abord celle des civilisations, et celles-ci sont mortelles. Voulons-nous défendre la nôtre ? Nous reconnaissons-nous encore dans cette civilisation européenne dont l'Arménie constitue la courageuse sentinelle ? Ou avons-nous définitivement basculé dans l'amnésie et l'ingratitude ? Telles sont les interrogations fondamentales que nous lancent les Arméniens du fond de leur épreuve. Nous devons être à leurs côtés et dénoncer clairement l'attitude criminelle de l'Azerbaïdjan qui bombarde des civils,

massacre des soldats désarmés. La France doit parler clair : l'Azerbaïdjan est l'agresseur, ses troupes doivent quitter le territoire arménien et notamment le couloir de Latchine.

NAM : La guerre des 44 jours a-t-elle, selon vous, scellé le sort du Karabakh ?B. R. : Rien n'est jamais perdu. Regardez l'Ukraine : qui aurait dit qu'elle ferait reculer l'ours russe ? Pour ma part, je continuerai de porter la cause de l'Artsakh. N'envoyons pas à l'Azerbaïdjan et à son parrain turc un signal de faiblesse qui pourraient les pousser à aller encore plus loin. Car l'Azerbaïdjan n'est pas dans une logique d'apaisement mais d'affrontement, cherchant, depuis mai dernier, à repousser par petites touches la frontière arménienne et imposer ses vues sur cette liaison vers le Nakhitchevan.

NAM : Que peut faire concrètement la France pour la république du Haut-Karabakh ? Et pour l'intégrité territoriale de l'Arménie ?B. R. : La négociation du cessez-le-feu du 9 novembre qui s'est faite sans la France a été un camouflet pour notre pays. Pourtant, nous disposons de nombreux leviers pour défendre les intérêts de l'Arménie. La France est coprésidente du groupe de Minsk, elle préside en ce moment même le Conseil de sécurité de l'ONU et est un membre fondateur de l'Union européenne. Autant d'instruments que nous devons utiliser. D'autant plus que la guerre en Ukraine fragilise le rôle de la Russie. Je me réjouis qu'Emmanuel Macron ait enfin décidé de mobiliser nos partenaires européens pour envoyer une mission civile en Arménie, le long de la frontière avec l'Azerbaïdjan, afin de contribuer à la délimitation des frontières et à leur respect. Faudrait-il aller plus loin, envisager des sanctions ou l'envoi sous mandat de l'ONU d'une force d'interposition ? Il ne faut rien écarter, y compris la fourniture d'armes défensives à l'Arménie pour équilibrer le rapport de force. Je propose également à Emmanuel Macron de reprendre la proposition que nous avions faite durant l'élection présidentielle, d'organiser à Paris une conférence internationale pour l'Arménie, afin d'aborder tout autant les enjeux laissés de côté par les accords de cessez-le-feu, à savoir le statut international du Haut-Karabakh et le retour des réfugiés, ainsi que la question de la protection du patrimoine culturel et religieux du Haut-Karabakh.

NAM : Que peut-on demander au gouvernement français et à l'Europe sur ces questions ?B. R. : Qu'ils cessent ce deux poids-deux mesures insupportable. L'Europe et la France ont infligé d'énormes sanctions à la Russie après son agression de l'Ukraine – ce qu'il fallait faire – jusqu'à accepter de se

passer du gaz russe. Mais qu'en est-il de la guerre qui est menée au Haut-Karabakh et de la violation de l'intégrité territoriale de l'Arménie ? L'Europe s'est, jusqu'à présent, contentée de quelques communiqués indolents de protestation qui n'ont eu aucun effet. Plus grave encore, Madame Von der Leyen s'est rendue en personne à Bakou pour annoncer et célébrer en grande pompe un nouvel accord qui doit doubler les importations de gaz azerbaïdjanais. C'est un scandale moral. L'Europe a délibérément rangé au placard les valeurs qu'elle prétend défendre en Ukraine. La souveraineté de l'Arménie vaut-elle moins que celle de l'Ukraine ? Le sang et les souffrances des Arméniens valent-ils moins que ceux des Ukrainiens ? En choisissant l'Azerbaïdjan comme fournisseur de gaz en lieu et place de la Russie, l'Europe ne fait pas seulement preuve de lâcheté et de fausseté, elle commet une immense erreur stratégique. Elle renforce considérablement le régime dictatorial d'Aliev et valide la stratégie d'expansion et de tension permanente de son parrain turc. Nous le paierons un jour.

NAM : En quoi le combat pour l'Arménie rejoint-il vos convictions politiques ?B. R. : Je crois en la transmission, qui relie les générations les unes aux autres et qui ancre chaque individu dans une histoire qui le dépasse mais dont il est le dépositaire. C'est cela que nous rappelle l'Arménie, cette petite nation, premier royaume chrétien, qui a su traverser les épreuves et les blessures que lui a infligées l'Histoire et qui est toujours là, debout, pour défendre son identité et sa souveraineté. Mais l'Arménie est aussi un avertissement. Un avertissement pour une Europe qui, justement, ne veut plus entendre parler de nation et de civilisation. Or, lorsque l'on se coupe de ses racines, lorsque l'ouverture à l'Autre justifie l'oubli de soi, alors les jours de malheur ne sont jamais loin. Regardez cette promotion du voile islamique qui est faite avec le soutien de la Commission européenne : en célébrant le hijab, alors que les Iraniennes le retirent, l'Europe ouvre un espace pour l'islamisme, elle donne raison à Erdogan et aux successeurs de Khomeini. Quelle folie !

NAM : L'axe Ankara-Bakou représente-t-il aussi une menace pour l'Europe ?B. R. : Évidemment. Depuis plusieurs années maintenant, la Turquie est une force de déstabilisation internationale. Au Moyen-Orient, elle a alimenté le conflit en Irak et en Syrie pour forger l'axe fréro-chiite qu'a très bien décrit Gilles Kepel. En Afrique, elle a transféré de très nombreux djihadistes du Levant vers la Libye, enfonçant un peu plus ce pays dans la guerre civile. En Europe et en Méditerranée, elle se livre à un incessant chantage aux migrants et menace

l'intégrité territoriale de certains États comme la Grèce. À l'intérieur de nombreux pays européens, comme en France, la Turquie participe à entretenir un « djihadisme d'atmosphère » par l'intermédiaire de ses réseaux religieux comme le Millî Görüs et des succursales islamistes qu'elle chauffe à blanc dès qu'une occasion se présente. Rappelons-nous de la campagne de boycott que Erdogan a lancée contre la France après l'assassinat de Samuel Paty. Ce qu'il se passe aujourd'hui dans le Caucase, avec la formation d'un axe Ankara-Bakou, n'est donc que la dernière étape en date de cette ambition impérialiste que la Turquie déploie depuis plusieurs années, et qui se nourrit de nos lâchetés et de nos compromissions. Messieurs Erdogan et Aliev ne cachent même pas leurs rhétorique génocidaire, le premier qualifiant les Arméniens de « restes de l'épée », dans une allusion glaçante au génocide de 1915, et le second de « chiens ». L'Europe est-elle prête à accepter, à ses portes, un nouvel Empire ottoman, un nouveau sultan, un nouveau tyran qui, du Caucase à la Méditerranée, imposerait ses vues ? Est-elle prête à accepter, pour un peu de gaz, la disparition d'un peuple qui nous supplie de l'aider ?

NAM : Qu'est-ce qui vous a décidé à postuler pour la direction de LR ?B. R. : Les Républicains sont aujourd'hui dans un état de faiblesse avancé. Notre score aux dernières élections présidentielles démontre clairement que les Français ne nous croient plus. Et ils ne nous croient plus parce que, au pouvoir, la droite les a déçus. Pour retrouver la confiance de nos compatriotes, un « ripolinage » de façade ne suffira pas. Il va falloir faire l'inventaire des erreurs passées et assumer une ligne claire. C'est le projet que je porte avec des hommes et des femmes de conviction, comme François-Xavier Bellamy notamment, très engagé, comme vous le savez, pour la cause arménienne et à qui j'ai confié cette mission de refondation intellectuelle de la droite. Sur l'immigration, l'islam politique, la dépense publique ou le travail, je veux une droite qui ne recule plus, qui ne se renie plus, une droite qui ne s'excuse plus d'être de droite. Je n'ai jamais eu, moi, la droite honteuse. Mais je veux aussi une droite audacieuse, qui se remette au travail, parce que critiquer ne suffira pas et que nous devons proposer aux Français un vrai projet de société, et pas seulement quelques mesures.

NAM : Quels sont les obstacles à surmonter pour prétendre à la victoire d'un candidat LR à la prochaine présidentielle ?B. R. : D'abord, il faut prendre les choses dans l'ordre : nous précipiter dès maintenant sur la prochaine

élection présidentielle, en désignant un candidat dès 2023, serait une lourde erreur. Pour notre candidat, d'abord : si la droite trébuche aux élections européennes, on l'électrocutera. Mais aussi pour notre parti : si, comme d'habitude, on se préoccupe des personnes plutôt que des idées, nous pouvons être sûrs que rien ne changera ! Tant que la droite mettra les personnes avant les idées, elle perdra, parce que ce qui intéresse les Français, ce sont des solutions à leurs problèmes, pas nos concours internes de beauté. D'abord la refondation, ensuite l'incarnation. Nous croyons à la valeur travail ? Et bien, mettons-nous immédiatement au travail pour bâtir un vrai corpus intellectuel de droite, établir les grandes réformes dont la France a besoin. Pour cela, nous devons aussi sortir de nos zones de confort, aller sur des terrains comme l'écologie, l'éducation ou la culture, que nous avons trop longtemps abandonnés à la gauche.

NAM : Le bilan de votre parti lorsqu'il était au pouvoir constitue-t-il pour vous un atout ou un handicap pour son retour aux affaires ?B. R. : C'est notre principal handicap. La droite avait promis la rupture et, quand elle a été aux responsabilités, elle a choisi la demi-mesure. Elle a fait les heures supplémentaires, mais elle n'a pas mis fin aux 35 heures. Elle a introduit des peines planchers mais a supprimé la double peine. Elle a réduit le nombre de fonctionnaires dans certaines administrations – pas toujours les bonnes d'ailleurs ! – mais elle a créé les ARS qui ont bureaucratisé la santé. Ce sont toutes ces petites lâchetés qui nous ont conduits aux grandes défaites. Il faudra faire l'inventaire. J'ai la liberté pour le faire : je n'ai jamais été l'homme d'un clan, je me suis même opposé à certaines décisions de notre famille politique comme le traité de Lisbonne, que je n'ai pas voté parce que je considérais qu'il contournait le « non » souverain des Français au référendum de 2005.

NAM : Qu'est-ce qui fait aujourd'hui le plus défaut à la France ?B. R. : Ce qui manque à la France, c'est une politique qui s'attaque aux causes, au lieu d'essayer d'atténuer les conséquences avec des chèques en bois. À la fin de l'année dernière, la France affichait une dette de 112.9 % du PIB, un déficit public de 6.5 % et un taux de dépenses publiques de 59.2 %, dont une partie était sans lien avec la crise sanitaire. Si la croissance était fonction du niveau de dépenses, la France serait un paradis, un pays à l'avant-garde du bonheur universel ! Et que constate-t-on ? Que l'hôpital s'effondre, que l'insécurité gangrène jusqu'aux plus petits villages, que les flux migratoires explosent, que notre école dégringole dans tous les classements internationaux, etc. Pendant

cinq ans, la seule politique qui a été menée par Emmanuel Macron aura consisté à déverser une pluie d'argent public en espérant que cela suffise à acheter la paix sociale. Le Ségur de la santé ou le Beauvau de la sécurité en sont des exemples caricaturaux. « Je dépense donc je suis » : voilà le credo d'E. Macron. Cette addiction à la dépense publique a été aggravée par la pratique du « en même temps ». Quelle confiance peut-on accorder à un président qui dit tout et son contraire ? Qui annonce vouloir fermer quatorze réacteurs nucléaires puis, une fois la filière nucléaire sabordée, veut relancer la construction d'EPR ? Qui refuse en 2017 de repousser l'âge légal de départ à la retraite et qui fait de ce report un argument de campagne en 2022 ? Qui prononce, aux Mureaux, un discours sur la menace islamiste et qui considère qu'une femme voilée est le nec plus ultra du féminisme ? L'« en même temps » a installé une forme de « tout se vaut ». Mais si tout se vaut, alors tout est faux ! Nous devons montrer à droite que la politique vaut encore quelque chose, qu'il y a encore des hommes et des femmes d'honneur qui ne sont pas prêts à troquer leurs convictions pour des ambitions.

IRAN

Armenews / Agence Tasnim

07.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97840

L'Azerbaïdjan derrière l'attaque terroriste de Chiraz ?

Le ministère iranien du Renseignement a annoncé que toutes les personnes qui avaient joué un rôle dans la récente fusillade meurtrière contre un site religieux dans la ville de Chiraz (sud de l'Iran), ont été arrêtées, ajoutant qu'elles sont de nationalité azerbaïdjanaise, tadjike et afghane.
Dans un communiqué publié lundi, le ministère du Renseignement a déclaré que « ses forces avaient mené des activités de renseignement et de sécurité de grande

intensité après l'attaque terroriste du 26 octobre contre le sanctuaire Shah-e Cheragh à Chiraz. L'enquête et les opérations ont abouti à l'identification et à l'arrestation de toutes les personnes qui ont orchestré, perpétré et soutenu l'attaque terroriste … qu'un total de 26 terroristes takfiris [islamistes] avait été capturés et qu'un certain nombre d'autres éléments qui étaient entrés en Iran pour une opération similaire ont été arrêtés ».
Toujours selon le ministère du Renseignement, toutes les personnes arrêtées ne sont pas iraniennes et certaines sont originaires de la République d'Azerbaïdjan, du Tadjikistan et d'Afghanistan.
Le principal élément qui a conduit et coordonné l'attaque en Iran est un citoyen de la République d'Azerbaïdjan qui avait voyagé depuis l'aéroport international Heydar Aliev de Bakou jusqu'à l'aéroport international Imam Khomeyni de Téhéran.
Le communiqué précise que la personne avait informé l'élément coordinateur en République d'Azerbaïdjan immédiatement dès son arrivée à Téhéran et avait également contacté le principal coordinateur des opérations de Daech en Afghanistan et communiqué avec le réseau de ressortissants étrangers de Daech pour les informer de sa présence à Téhéran.

ECONOMIE – INDUSTRIE

Armenews / Eurasianet

07.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97820

Bakou et Tbilissi envisagent d'exporter de l'électricité en Europe

L'Azerbaïdjan et la Géorgie espèrent tirer parti de leur importance géopolitique croissante et veulent créer une nouvelle route pour alimenter l'Europe en électricité.

Le projet d’un câble électrique qui s’étendrait sous la mer Noire, de la Géorgie au sud-est de l’Europe, est à l’étude depuis plusieurs années déjà. Mais la sécurité énergétique de l’Europe revêtant une importance nouvelle dans le contexte de la guerre menée par la Russie en Ukraine, les dirigeants des deux côtés de la mer discutent de plus en plus de l’énergie lors de leurs réunions.

« Le nouveau projet à mettre en œuvre est lié à l’électricité. L’Azerbaïdjan essaie d’exporter son électricité vers les marchés mondiaux », a déclaré le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev lors d’une visite en Géorgie le 24 octobre. « Bien sûr, la direction de nos exportations passe par la Géorgie ».

Trois jours plus tard, le projet est devenu, selon les mots du Premier ministre hongrois Viktor Orban, « la question la plus importante » lors d’une visite à Budapest du Premier ministre géorgien Irakli Garibashvili.

« Un nouveau projet de coopération énergétique de grande envergure est en train de prendre forme – un projet dans lequel nous, Hongrois, avons un intérêt particulier », a déclaré Orban le 27 octobre lors d’une conférence de presse conjointe avec Garibashvili. « Nous voulons créer un énorme nouveau système d’approvisionnement en électricité, dont l’essence serait d’acheminer l’énergie de l’Azerbaïdjan vers la Hongrie via la Géorgie et la Roumanie. Cela nous permettrait de remplacer une grande quantité de gaz naturel, gaz naturel que nous utilisons aujourd’hui pour produire de l’électricité en Hongrie. »

La Hongrie, ainsi que la Roumanie, ont commencé à faire pression en faveur du projet dans les mois qui ont suivi l’invasion de l’Ukraine par la Russie, alors que l’Europe réalisait tardivement sa dépendance au gaz russe.

M. Orban a exprimé l’espoir que de nouvelles sources feraient baisser les prix élevés de l’énergie en Europe et aideraient son pays à lutter contre l’inflation. Plus tôt, le ministre hongrois des affaires étrangères et du commerce, Peter Szijjarto, a laissé entendre qu’une partie de l’électricité importée serait transmise à d’autres pays européens, de sorte que le projet pourrait bénéficier du soutien de l’Union européenne.

"Aujourd’hui, nous sommes convenus que la Hongrie se joindra à ce plan à grande échelle, car pour que le projet reçoive le soutien de l’UE, la participation d’au moins deux États membres est requise, a déclaré Szijjarto le 24 août à l’issue d’un appel téléphonique avec le ministre azerbaïdjanais de l’Énergie, Parviz

Shahbazov.

Le ministre géorgien de l'économie, Levan Davitashvili, a également évoqué le soutien de l'UE fin octobre, suggérant que le projet, dont il a affirmé qu'il était l'idée de la Géorgie, coûterait plusieurs milliards de dollars et qu'un accord entre les quatre pays suivrait bientôt.

Ces projets interviennent alors que Bruxelles s'efforce de doubler ses importations de gaz en provenance d'Azerbaïdjan. Tbilissi tente également de tirer parti de son potentiel de transit vers l'UE le long du « corridor du milieu », les expéditeurs transasiatiques évitant les routes existantes à travers la Russie.

Mais le projet de câble sous-marin est lui-même plus ancien que la guerre.

En 2020, une étude de la Banque mondiale a jugé commercialement viable l'idée de construire un câble sous-marin de 1 000 mégawatts s'étendant sur 1 000 kilomètres entre la Géorgie et la Roumanie.

Avec le soutien financier de l'Occident, Georgian State Electrosystem, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité de la Géorgie, poursuit les recherches, annonçant en 2021 que le câble apporterait de nouvelles possibilités d'exportation et d'importation au Caucase du Sud, « réduisant la dépendance à l'égard des importations coûteuses existantes et de la production thermique. »

L'idée cadre également avec l'objectif déclaré de l'Azerbaïdjan de s'imposer comme un centre d'énergie verte. Bakou s'est engagé à se concentrer sur le développement des énergies renouvelables et a attiré des investissements internationaux, notamment des États du Golfe, pour lancer de grands projets éoliens et solaires. L'objectif principal de l'Azerbaïdjan est d'économiser son gaz pour l'exporter. Ce raisonnement ne semble avoir gagné en pertinence que cette année, alors que la Russie a gelé ses exportations de gaz vers l'Europe en réponse au soutien européen à l'Ukraine.

« Cela nous permettra d'économiser du gaz naturel et d'exporter le gaz naturel économisé, surtout si l'on considère que la demande de notre gaz a maintenant augmenté de façon spectaculaire », a déclaré M. Aliev en juillet.

Le projet de câble sous-marin de la mer Noire est toujours en phase d'étude. La mise en œuvre complète devrait prendre trois à quatre ans.

L’Azerbaïdjan voudrait exporter de l’électricité vers l’Europe par ce qu’il appelle le « corridor de Zangezur », qui traverse le territoire arménien jusqu’à son exclave du Nakhitchevan et la Turquie. Mais Bakou et Erevan doivent encore, deux ans après l’accord de cessez-le-feu, s’entendre sur les modalités des liaisons de transport.

Armenews

07.11.2022

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=97822

La centrale nucléaire de Medzamor a atteint 100 % de ses capacités

La centrale nucléaire arménienne a atteint 100 % de sa capacité de production pour la première fois depuis sa réactivation en 1995. C’est ce qu’a déclaré Gnel Sanosyan, ministre de l’administration territoriale et des infrastructures, dans une interview accordée ce week-end à la télévision publique arménienne.

« De nombreux travaux ont été effectués à la centrale nucléaire au cours des dernières années, ce qui a permis de remplacer de nombreuses pièces et équipements importants. L’installation est en fait rénovée à 80-90% », a déclaré le ministre.

La centrale nucléaire arménienne, située à une trentaine de kilomètres à l’ouest d’Erevan, a été construite dans les années 1970, mais a été fermée à la suite d’un tremblement de terre dévastateur en 1988. L’un de ses deux réacteurs à eau légère VVER 440-V230 a été réactivé en 1995. Depuis lors et jusqu’à récemment, la capacité de production de la centrale était de 92 %, selon M. Sanosyan.

« L’année dernière, après une série de réparations régulières, nous avons réussi à porter ce chiffre à 98%, et ces derniers jours à 100%. C’est une grande réussite, car depuis 1995, c’est la première fois que la centrale fonctionne à 100 % de sa capacité », a-t-il souligné.

Après une réparation majeure, la durée de vie de la centrale a été prolongée jusqu'en 2026, mais le gouvernement travaille actuellement à la prolonger de dix années supplémentaires, jusqu'en 2036.

Le ministre a indiqué qu'en 2025, le gouvernement prévoit de lancer la construction d'une nouvelle unité de production d'énergie nucléaire, ce qui pourrait prendre de 8 à 10 ans.

La centrale nucléaire arménienne est la seule de la région du Caucase du Sud. Elle représente environ 40 % de la production totale d'électricité du pays.

En juin 2022, l'Armenian NPP CJSC et la Rusatom Overseas JSC (une division du groupe atomique d'État russe Rosatom) ont signé un protocole d'accord pour commencer les préparatifs de la construction d'une nouvelle unité de production d'énergie nucléaire en Arménie.

Les autorités arméniennes envisagent plusieurs options – soit une unité de puissance d'une capacité d'environ 1000 ou 1200 MW, soit deux unités de puissance d'une capacité de 1000 MW chacune.

Armenews

03.11.2022

https://www.courrier.am/fr/societe/le-fmi-salue-les-performances-economiques--armeniennes-et-leur-promet-son-soutien

Le FMI salue les performances économiques arméniennes et leur promet son soutien

Au moment même où Nikol Pashinyan présentait au parlement sa proposition de budget pour 2023, le Fonds monétaire international (FMI) annonçait le 2 novembre, un accord de principe sur l'octroi d'un fonds de précaution de 165,6 millions de dollars en soutien au programme économique du gouvernement.

« *Les autorités arméniennes et les services du FMI ont conclu un accord au niveau des services sur un "accord de confirmation de précaution" de 3 ans. Il sera soumis à l'approbation du Conseil d'administration du FMI en décembre 2022* ».

Ce jargon très opaque repris par le communiqué du Fonds monétaire international fait en fait référence à un mécanisme financier fréquemment utilisé par de nombreux pays en quête de financement pour surmonter leurs problèmes de balance des paiements. Les accords de précaution sont utilisés lorsque ces derniers n'expriment pas leur intention immédiate de procéder à des retraits sur les montants approuvés, mais conservent malgré tout l'option d'y recourir en cas de besoin.

C'est donc ce type d'accord qui vient d'être approuvé par les services du FMI, feu vert pour une ratification probable en décembre prochain par le Conseil d'administration de l'institut financier international.

L'accord proposé portant sur un montant de 165,6 millions de dollars vise à soutenir le programme économique du gouvernement pour lui permettre d'atteindre ses objectifs de croissance à trois ans, « *axés* », selon le communiqué, « *sur l'investissement, fondés sur la connaissance et tirés par les exportations, tout en préservant la stabilité macroéconomique, budgétaire et financière et en réduisant la pauvreté* ».

Saluant les bons résultats obtenus par malgré un contexte international et intérieur particulièrement compliqués, le FMI dresse ainsi le tableau objectif de l'économie arménienne, au moment même où Nikol Pashinyan présentait hier au parlement sa proposition de budget pour 2023.

Communiqué integral – Extraits :

« *Guidée par des politiques macroéconomiques saines dans un contexte de défis mondiaux et régionaux importants, l'Arménie est en passe d'atteindre une croissance d'environ 11 % en 2022, en partie grâce à d'importants afflux de revenus extérieurs, de capitaux et de main-d'œuvre dans le pays. La surperformance budgétaire et l'appréciation du dram ont contribué à une baisse significative de la dette publique, qui devrait tomber à 51 % du PIB cette année, contre 60,3 % du PIB en 2021. Alors que l'inflation a temporairement augmenté en raison des chocs de l'offre et de la demande, la Banque centrale d'Arménie a*

relevé de manière proactive son taux directeur depuis décembre 2020, dans le but de contenir l'inflation à moyen terme vers un objectif de 4 %. D'importantes réformes structurelles ont eu lieu dans les domaines de la gestion des finances publiques, de l'administration des recettes, du cadre de ciblage de l'inflation, du secteur financier et de la gouvernance.

La croissance économique devrait décélérer en 2023, sous l'effet d'une demande extérieure plus faible et d'un resserrement des conditions financières mondiales. Le déficit des comptes courants, qui s'est creusé avec la croissance rapide de l'économie, devrait se réduire progressivement pour atteindre environ 5 % du PIB. Les risques qui pèsent sur les perspectives sont principalement externes.

Les efforts des autorités pour adopter un système fiscal plus transparent, équitable, efficace et respectueux de l'environnement, ainsi qu'une administration des recettes plus solide, soutiendront les objectifs d'augmentation des recettes du gouvernement et créeront une marge de manœuvre pour les dépenses de développement indispensables.

L'orientation actuelle de la politique monétaire est appropriée, et les modifications ultérieures de la politique devraient rester tributaires de l'évolution de l'inflation et des anticipations d'inflation. Les efforts visant à favoriser le développement des marchés de capitaux et à approfondir la lutte contre la pauvreté continueront à renforcer l'efficacité du mécanisme de transmission de la politique monétaire. Les services du FMI saluent l'engagement continu de l'ABC en faveur du régime de taux de change flexible existant, qui a bien servi l'Arménie face aux chocs extérieurs successifs, et du maintien de réserves saines.

"Grâce à une gestion prudente des risques et à une supervision solide, le système bancaire est bien capitalisé et liquide. La surveillance continue des risques du secteur financier et le renforcement des outils macroprudentiels contribueraient à endiguer les risques liés à la hausse rapide des prix de l'immobilier et des prêts hypothécaires.

"Le programme de réformes structurelles du gouvernement se concentre de manière appropriée sur l'amélioration de l'environnement des entreprises, la promotion de la productivité, la réduction du chômage et de la pauvreté, et la résolution des problèmes urgents d'atténuation et d'adaptation au climat. Pour atteindre ces objectifs, il faut développer des liens commerciaux plus forts,

construire des infrastructures pour soutenir la connectivité, améliorer la gestion des transports, des terres et de l'eau et encourager la production d'énergie verte, favoriser l'accès aux services financiers et la participation à la population active, achever les réformes de la gouvernance et réduire l'informalité. Des efforts ambitieux de numérisation devraient être le fer de lance des réformes de l'administration publique et améliorer la qualité et la prestation des services publics. »

ECOLOGIE

Le Courrier d'Erevan

07.11.2022

https://www.courrier.am/fr/societe/450-000-arbres-pour--lutter-contre-le-changement-climatique

450 000 arbres pour lutter contre le changement climatique

À la veille de l'ouverture de la Cop 27 à Sharm-el-Cheikh en Égypte, le 5 novembre, du Shirak au Syunik, du Tavush au Vayots Dzor, l'Arménie, toute à ses pelles et ses pioches, reboisait 130 hectares de son territoire dans le cadre de la lutte mondiale contre le changement climatique.

Le 5 novembre, à l'initiative du ministère de l'Environnement, une vaste opération nationale de plantation d'arbres s'est déroulée sur tout le territoire de l'Arménie. Elle a réuni un large public et de nombreuses organisations publiques et privées, d'écoles, d'ONG ou d'associations caritatives.

Des étudiants du collège d'Etat de Yeghegnadzor et des écoliers accompagnés de leurs professeurs sont ainsi venus prêter main forte aux militaires pour replanter 9000 arbres de la forêt de Jermuk. Les parcs nationaux d'Arpi Lich, dans la province de Shirak, de Dilijan, de Sevan ou de Sosu Purak" dans le Syunik ont de

même attiré de semblables manifestations.

Plus de 450 000 jeunes pins, frênes, tilleuls, ou pommiers, des érable, des chênes, et des bouleaux ainsi que des espèces plus endémiques telles que l'aspirak (spirée) ou le kigelia oriental, "l'arbre à saucisses", ont ainsi été plantés dans l'objectif, d'ici à 2050, de doubler le couvert forestier arménien. Selon les statistiques officielles, la foret arménienne s'étend à ce jour sur plus de 3380 kilomètres carres soit un peu plus de 10% de son territoire.

Tous ces travaux de plantation ont été rendus possibles grâce au financement du budget de l'État et des comités forestiers régionaux mais aussi de nombreuses associations et ONG.

CULTURE

Le Courrier d'Erevan

Lusine Abgaryan

07.11.2022

https://www.courrier.am/fr/armenie-francophone/proust-aux-journees-de-la--litterature-francaise-en-armenie

Proust aux Journées de la littérature française en Arménie

Le 2 novembre, pour la huitième année consécutive, les "Journées de la littérature française" réunissaient à l'université Brusov, des professeurs et intellectuels émérites de l'université parisienne de la Sorbonne.

La 8e édition des "Journées de la littérature française" organisée par l'association

eponyme, a été lancée à l'Université Brusov. Elles accueillaient cette année en Arménie des professeurs et intellectuels célèbres de l'université fançaise de la Sorbonne. Pour l'organisatrice de ces "Journées", Aïda Karniguian, architecte de ce "pont" littéraire entre la France et l'Arménie, ce genre d'initiative est partie intégrante de la « *diplomatie culturelle* » bilatérale.

Après Alain Robbe-Grillet, Nathalie Sarraute, Sartre, Genet, Beckett, Flaubert et Baudelaire, Marcel Proust, légende de la littérature française et précurseur du modernisme du début du XXe siècle dont on célèbre cette année le centenaire de la mort, était au cœur des conférences et des interventions des spécialistes de son œuvre.

Plusieurs professeurs-chercheurs spécialistes ont été invités à Erevan à cette occasion. Nathalie Mauriac-Dyer, petite fille de François Mauriac et petite nièce de Marcel Proust, est directrice de recherches à l'Institut des textes et manuscrits modernes à Paris. Elle est aussi commissaire de l'exposition du centenaire de la mort de Marcel Proust : "La fabrique de l'œuvre", à la Bibliothèque nationale française. Christophe Pradeau, romancier, maître de conférences de littérature française à Sorbonne Université, dont les travaux portent sur les "cycles du roman" chez Jean Giono ou Marcel Proust. Matthieu Vernet, maître de conférences en littérature française des XIX^{é} et XX^{é} siècles, directeur adjoint du Centre d'études de la langue et des littératures françaises, chercheur associé au Collège de France, responsable de la revue des parutions *Acta fabula,* dont les recherches portent sur la mémoire des œuvres et des textes, l'acte de lecture, l'étude des rapports entre romanesque et poétique, l'intertextualité ; Bernard Franco, enfin, professeur de littérature comparée à l'Université Paris-Sorbonne, Docteur *Honoris Causa* de l'université Brusov, dont les recherches couvrent les champs des relations littéraires franco-allemandes au tournant du XVIII^{é} au XIX^{é} siècles, en particulier dans le théâtre.

L'Ambassadrice de France en Arménie, Anne Louyot, assistait pour la deuxième année de suite à l'inauguration de cette série d'événements. Elle a souligné l'importance de ces journées littéraires, offrant à l'œuvre de Marcel Proust une nouvelle lecture, celle de la mémoire, en lien avec le contexte actuel en Arménie : « *Je crois que dans ces temps troublés, difficiles, il est bon parfois de prendre un peu de recul vis-à-vis des événements difficiles qui sont vécus par le peuple arménien et de se plonger dans cette grande patrie commune, qui est la*

littérature. Proust est un auteur particulièrement cher à nos amis arméniens, parce que la mémoire est son sujet d'exploration et je crois que c'est un champ qui leur est particulièrement familier. La lecture arménienne d'"À la recherche du temps perdu" a sûrement quelque chose à nous apporter, nous autres Français. Cette œuvre est aussi une analyse de l'histoire et Marcel Proust nous démontre qu'elle n'est pas simplement faite des grands événements totalement désincarnés et conduits uniquement par des politiques et des militaires, mais qu'elle est aussi une suite d'événements, grands et petits, vécus par des individus, avec des sensibilités et des regards singuliers ». Anne Louyot n'a pas manqué de souligner que tous ces invités se sentent « *chez eux à Brusov* », cette université étant « *un haut lieu de la francophonie* ».

La rectrice de l'université Brusov, Karine Harutyunyan a souligné elle, l'importance des liens de collaboration qui existent entre les universités Brusov et de la Sorbonne, marqués par des projets de codiplomation et de cotutelles. « *Une telle coopération prouve que le français, la littérature et la culture françaises sont très appréciés et valorisés dans notre université. De plus, notre université possède une longue tradition du développement et la diffusion du français, de la littérature et de la culture françaises, elle y apporte une grande contribution et la poursuit régulièrement, de même grâce à ce projet des Journées de la littérature française* ».

Des conférences ont également eu lieu à l'université d'État d'Erevan et à l'UGAB, l'un des partenaires du projet avec l'Ambassade de France en Arménie et la Fondation Aznavour. Les étudiants francophones de l'université d'État et de Brusov se sont plongés dans l'œuvre proustienne à travers des lectures de textes et des analyses comparatives entre l'original et sa traduction. Une nouvelle édition en arménien "*Du côté de chez Swann*" est prévue prochainement.

Le Courrier d'Erevan

Lusine Abgaryan

03.11.2022

https://www.courrier.am/fr/armenie-francophone/tcharents--un-poete-armenien-pour-le-monde

Tcharents, un poète arménien pour le monde

Un recueil bilingue de poèmes de Yéghishé Tcharents vient de sortir à l'occasion du 125e anniversaire de la naissance du grand poète et du 85eanniversaire de sa mort.

Vendredi 28 octobre, la communauté francophone, les membres de la famille de Tcharents et le collectif de son musée s'étaient réunis à l'Ambassade de France en Arménie pour la présentation du recueil de poèmes *''Ծիածանը'' և… – ''L'Arc-en-ciel'' et…* –, en français et en arménien. Publié aux éditions Antarès, avec le soutien du ministère de l'Éducation et de la culture ainsi que de l'ambassade de France en Arménie, ce recueil réunit soixante-quatorze poèmes de Yéghishé Tcharents tirés principalement du recueil original « Tsiatsan » ainsi que d'autres recueils célèbres.

À l'approche de cette année commémorative Tcharents, le ministère avait recommandé dès 2021 la mise en œuvre des programmes de traduction et ce recueil bilingue en est le cinquième volume. « *Tcharents et son œuvre sont l'une des couleurs les plus denses et fondamentales de la palette de la littérature arménienne du XXe siècle. De telles initiatives sont très importantes du point de vue de la présentation du patrimoine littéraire arménien au monde et de la reconnaissance de l'Arménie. Traduit dans plus de trente langues, l'œuvre de Tcharents comporte de nombreuses couches de nouvelles découvertes, et nous sommes sûrs que ce livre trouvera une place particulière dans le champ des lecteurs francophones* », a souligné Astghik Marabyan, chef du département du Patrimoine culturel et de l'artisanat populaire du ministère.

Les traductions ont été effectuées par l'éminent professeur Aram Barlezizyan qui s'était consacré au crépuscule de sa vie à ce travail sur la poésie. Ce livre en est le fruit, un labeur mené « *avec beaucoup de soin et d'amour* », comme en témoigne Gohar Tcharents, la petite-fille du poète, chercheuse au Musée Tcharents et coordinatrice de ce projet : « *Aram Barlezizyan venait toujours avec une pile de papiers sous le bras, et il avait toujours beaucoup de notes, très*

détaillées… j'avais l'impression que je voyais mon grand-père. Il a fait un excellent travail, c'était un traducteur exceptionnel ». Gohar Tcharents a également souligné que son aïeul avait toujours eu des relations importantes avec les Français, qu'il aimait beaucoup la poésie française qu'il traduisait aussi. « *C'est à Paris, en 1925 qu'il a écrit le poème « Le Mur des Communards à Paris ». Il aimait beaucoup les impressionnistes français. Il visitait le Louvre et y passait des heures à commenter les œuvres* ».

Zhanna Manukyan, la directrice de la maison-musée Yeghishe Tcharents, a évoqué quant à elle, l'historique de cette initiative de créer une édition française et arménienne du livre. Cette idée est née l'année dernière, après la visite de Guillaume Narjollet, conseiller de coopération et de l'action culturelle de l'ambassade de France en Arménie, visite au cours de laquelle ce format d'une éventuelle coopération avait été discutée.

Guillaume Narjollet a souligné que cette traduction permet à la communauté francophone de découvrir l'œuvre de Tcharents : « *Nous sommes très heureux d'avoir soutenu le musée Tcharents dans la préparation et l'édition de ce livre, traduit pour la première fois de l'arménien vers le français. Il est très important pour l'ambassade de France de donner à la communauté française et francophone l'occasion de mieux connaître l'œuvre et les poèmes de Tcharents. L'œuvre de ce grand poète est important pour le peuple arménien mais aussi pour nous, car nous avons des liens culturels très forts avec l'Arménie. Au nom de l'Ambassade de France, je profite de l'occasion pour rendre hommage à Aram Barlesizyan, l'auteur de la traduction française du livre* ».

La musique de Komitas interprétée par le quatuor à cordes éponyme a accompagné la présentation du livre.